

## **GILDED GIVING**

### **La grande philanthropie dans un monde d'extrême inégalité**

Synthèse du rapport *Gilded Giving, top-heavy philanthropy in an age of extreme inequality* (Institute for Policy Studies), de Collins C., Flannery H., Hoxie J., (2016), abordant les conséquences d'une inégalité financière croissante sur le secteur philanthropique.

#### **PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS**

Les dons aux Etats-Unis ont fortement augmenté ces dernières années (+10% entre 2013 et 2015), atteignant un chiffre record de 373 milliards de dollars en 2015, mais ces niveaux exceptionnels pourraient masquer une tendance préoccupante : les associations se reposent de manière croissante sur des dons de plus en plus importants de la part d'un nombre réduit de riches donateurs et reçoivent des dons de plus en plus petits de la part des donateurs aux revenus moyens ou faibles, beaucoup plus nombreux.

Cette iniquité croissante pourrait représenter un risque non seulement pour les organisations caritatives elles-mêmes, mais également pour la société de manière générale.

Si cette tendance se confirme, nous assisterons à l'émergence d'une « grande » philanthropie dominée par un petit nombre de très riches donateurs. Cela impliquerait des changements significatifs dans les pratiques de collecte de fonds, questionnerait le rôle du secteur non marchand indépendant et plus largement la santé de notre société civile démocratique.

Plusieurs risques se dégagent pour les organisations caritatives : une volatilité et imprévisibilité croissantes dans les financements, rendant plus difficile de prévoir les budgets ; la nécessité de se tourner encore davantage vers la recherche de grands donateurs ; et un biais croissant dans le choix des organisations financées (organisations et projets choisis, voire dirigés/créés par de grands donateurs).

#### **RECOMMANDATIONS**

Ce rapport préconise une réforme urgente du secteur philanthropique pour favoriser l'élargissement des sources de dons, protéger l'équilibre du secteur indépendant, décourager l'accumulation de richesse dans des fondations privées, et renforcer la transparence et la responsabilité pour protéger l'intérêt général et l'intégrité de notre système fiscal.

Pour réduire les risques liés à cette « grande » philanthropie, les pouvoirs publics devront non seulement changer les règles du don, mais aussi mettre en place des politiques pour réduire les concentrations de richesse et de pouvoir dans notre société. Cela implique de restaurer plus de progressivité dans l'impôt sur le revenu, de taxer plus fortement les richesses et de supprimer les niches fiscales.

#### **INTRODUCTION**

La philanthropie est une noble pratique : l'expression de notre générosité collective et de la solidarité humaine. Sans un secteur caritatif dynamique, la qualité de vie dans nos communautés serait grandement diminuée.

Alors que les inégalités de revenus, de richesse et d'opportunités augmentent aux Etats-Unis, les organisations caritatives sont appelées à répondre aux besoins croissants qui en résultent. Mais dans le même temps, ces tendances vont profondément impacter la gestion et l'efficacité du secteur non marchand.

Ce rapport fait état des changements significatifs qui sont intervenus dans le secteur philanthropique ces dernières années, met en évidence les potentiels impacts de ces changements et suggère des solutions.

## **CONCENTRATION DE RICHESSE ET PHILANTHROPIE**

Au cours des 30 dernières années, la richesse privée aux Etats-Unis s'est concentrée entre les mains d'un nombre de plus en plus réduit de personnes. Les 400 personnes les plus fortunées désignées par Forbes possèdent aujourd'hui autant que les 62% de la population américaine les moins fortunés.

Une part significative de cette richesse a atteint le secteur caritatif, comme en atteste l'explosion du nombre de « méga-dons » (dons privés de plus de 100 millions de dollars), de fondations privées (+28% entre 2004 et 2014) et de fonds orientés par le donateur<sup>1</sup> (+19% entre 2006 et 2012).

En parallèle, on observe un lent mais inexorable déclin des dons provenant des donateurs aux revenus moyens et modestes, un indicateur de l'inégalité et de l'insécurité économiques qui touchent ces donateurs. Au cours des 10 dernières années, les déductions fiscales ont augmenté de manière importante pour les 10% de foyers les plus aisés (+40% en 10 ans pour les foyers ayant au moins 100k\$ de revenu), alors qu'elles ont diminué pour les 90% restants (-34% pour les foyers ayant moins de 100k\$ de revenu).

## **LES MEGA-DONS**

**Les contributions philanthropiques émanant de donateurs en haut de l'échelle des revenus et de richesse ont augmenté de manière significative au cours des dix dernières années.**

- Les dons des foyers aux revenus de 200k\$ ou plus (les 10% de foyers les plus riches) ont augmenté de 52% entre 2003 et 2013. Ceux des foyers dont les revenus s'élèvent à 500k\$ et plus (les 1% de foyers les plus riches) ont augmenté de 57% sur la même période.

**Le nombre de fondations attribuant des subventions et de fonds orientés par le donateur a suivi la même hausse spectaculaire.**

- Le nombre de fondations privées américaines est passé de 67 736 en 2004 à 86 726 en 2014, soit une augmentation de 35%. (Foundation Center)
- Les dons des fondations aux Etats-Unis ont augmenté de 49% entre 2010 et 2015 et ont plus que quintuplé entre 1985 et 2015, soit une augmentation de plus de 441% (de 10 milliards de dollars à 58 milliards de dollars).  
En comparaison, les dons des particuliers n'ont augmenté que de 109% entre 1985 et 2015 (de 126 milliards à 264 milliards \$). (Giving USA 2016)
- Alors que les fondations représentaient seulement 7% des dons en 1985, elles représentent aujourd'hui 16% de l'ensemble des dons.

**Selon les années, de la moitié à deux-tiers des dons des particuliers proviennent de foyers parmi les 10% les plus riches.**

---

<sup>1</sup> Un « Fonds conseillé par les donateurs » ou « Fonds orienté par les donateurs » (ou Donor-advised fund pour les anglophones) est l'une des formes de « fonds spéciaux » légalement autorisés aux États-Unis. Il s'agit d'un fonds financier ayant comme particularité que les dons qui y sont versés doivent être utilisés d'une manière conforme à la volonté du donateur, souvent sous forme de sponsoring où le nom du fonds apparaît, mais non celui du donateur. La contribution est irrévocable et donne droit à une déduction fiscale maximale et immédiate. (Source : Wikipédia)

Les très gros dons représentent aujourd'hui une part significative des dons individuels, même s'ils peuvent être très variables d'une année sur l'autre en raison de la taille importante des dons et du nombre restreint de donateurs impliqués.

### **Une part disproportionnée des dons individuels en 2015 a été attribuée à des secteurs favorisés par les personnes aisées.**

Trois secteurs ont connu des hausses significatives en 2015, dont deux qui sont soutenus de manière disproportionnée par les donateurs aux revenus élevés : l'éducation (+8,8%) et l'art (+6,8%). Le seul secteur à avoir connu une augmentation supérieure des dons est celui de l'aide humanitaire internationale (+17,4%). Ce secteur continue de recevoir un nombre important de dons de la part des donateurs aux revenus moyens et modestes. Mais il est traditionnellement volatil car il dépend beaucoup des catastrophes naturelles ou humanitaires qui se produisent dans l'année.

Une part non négligeable des dons en 2015 constituaient des actifs auxquels seuls les très riches ont accès, comme des actions à valeur élevée ou des œuvres d'art.

Les dons de biens ayant une valeur élevée sont particulièrement problématiques car ils peuvent être sujets à abus lors du processus d'estimation.

### **Les dons réalisés par les donateurs qui déduisent (*itemize deduction*) leurs contributions philanthropiques sur leur déclaration de revenus augmentent plus que les dons de ceux qui ne les déduisent pas<sup>2</sup>.**

En général, les donateurs qui paient le plus d'impôt sont plus susceptibles de déduire leurs dons sur leur déclaration de revenus. Des recherches du Giving Institute ont montré que la déductibilité des dons est un des facteurs qui influent le plus sur le montant donné chaque année.

### **Les dons à des fonds orientés par le donateur ont augmenté de manière significative au cours des dernières années.**

Les fonds orientés par le donateur, qui requièrent un investissement moins important de départ que les fondations privées, ont connu une croissance exponentielle ces dernières années.

Entre 2010 et 2014, le nombre d'actifs détenus par les fonds orientés par le donateur a plus que doublé, passant de 33,6 à 70,7 milliards de dollars. En 2015, cinq des onze organisations caritatives américaines les plus importantes étaient des fonds orientés par le donateur.

Le nombre d'organisations proposant des fonds orientés par le donateur est passé de 1 779 en 2006 à 2 121 en 2012, soit une augmentation de 19% en 6 ans.

## **LES PETITS DONS**

Alors que les dons très importants ont explosé au cours des 10 dernières années, les dons provenant des donateurs aux revenus moyens ou modestes ont dégringolé. Et le nombre de donateurs effectuant des dons « classiques », qui composaient la grande majorité des fichiers de la plupart des organisations caritatives, a diminué de manière continue ces dernières années.

Les organisations concernées n'ont pas vu leurs revenus baisser au même rythme que leurs « pertes » de donateurs parce qu'elles ont réussi à obtenir des dons plus importants des donateurs restants. Cette stratégie peut fonctionner sur le court terme, mais pourrait ne pas être viable sur le long terme.

---

<sup>2</sup> Renvoie au choix que peuvent faire les Américains sur leur déclaration de revenus entre « standard deduction » et « itemize deduction ».

## **EXPLICATIONS POSSIBLES DE LA DIMINUTION DU NOMBRE DE CES DONATEURS**

---

- **Evolution démographique** : La plupart des personnes ne deviennent des donateurs réguliers qu'à l'âge « mûr ». Avec la génération des baby-boomers ayant dépassé les 50 ans, la réserve de donateurs potentiels pourrait ne plus être aussi importante que ce qu'elle était il y a 10 ans.
- **Différences générationnelles dans la culture du don** : la nouvelle génération de donateurs pourrait être moins impliquée et moins constante dans ses dons que la précédente. Ces nouveaux donateurs semblent aussi intéressés par de nouvelles façons de donner.
- **Changements de stratégies des organisations** : de nombreuses organisations caritatives ont choisi de réduire leurs campagnes de marketing direct ces dernières années et les fundraisers se concentrent davantage sur les donateurs aux revenus importants, avec l'objectif d'obtenir plus de revenus de la part d'un nombre moins important de donateurs.

Pourtant, l'importance de la baisse du nombre de donateurs, combinée avec l'augmentation progressive de l'espérance de vie aux Etats-Unis, fait douter du fait que ce soit uniquement les changements dans la population qui expliquent cette baisse au cours des 10 dernières années.

### **La baisse du nombre de donateurs modestes est très corrélée aux indicateurs d'inégalité et d'insécurité économiques aux Etats-Unis.**

Une étude de Target Analytics a montré une forte corrélation entre l'index de baisse des donateurs et la baisse du taux d'emploi.

Cette baisse du nombre de donateurs est également corrélée avec d'autres indicateurs de sécurité économique (comme le nombre de propriétaires fonciers). L'insécurité économique dans laquelle se trouvent les donateurs aux revenus moyens ou modestes entrave leur capacité et leur volonté de donner.

## **CONSEQUENCES**

---

Ce changement de stratégie dans la collecte de fonds, d'un soutien d'un public large à celui d'une petite minorité de gens aisés, reflète les inégalités grandissantes de richesse et de revenus de notre société. Le fait de se reposer de manière croissante sur un petit groupe de donateurs très riches a de sérieuses conséquences pour la pratique de la collecte de fonds.

Aujourd'hui, la règle du 80/20 (80% des revenus d'une organisation caritative proviennent de 20% de ces donateurs) semble être encore d'actualité. Mais quelles seront les conséquences si nous allons vers une règle de 98/2 où 98% des revenus d'une organisation proviendraient de 2% de ses donateurs ? Et que se passera-t-il si les priorités de dons de ces 2% sont différentes des intérêts des 98% des autres donateurs ? Est-ce que cela créera de la vulnérabilité et de l'instabilité ? Qu'est-ce que cela implique pour le secteur non marchand et pour la société au sens large ?

## **LES RISQUES POUR LA COLLECTE DE FONDS ET L'INDEPENDANCE DU SECTEUR NON MARCHAND**

---

### **Instabilité et imprévisibilité augmentées**

Le fait de se reposer sur des dons très importants de la part d'un nombre réduit de donateurs signifie que les organisations pourraient être confrontées à des revenus fluctuants d'une année sur l'autre. Ce type de don versé en une fois est beaucoup plus difficile à prévoir que le flux régulier des dons d'un groupe plus large de donateurs et davantage sujet à la

volatilité. Cela rendra plus difficile pour les organisations de faire leur budget et de prévoir leurs revenus futurs.

### **Orientation privilégiée vers la recherche de très grands donateurs**

Le fait de se concentrer sur la recherche et la fidélisation de très grands donateurs, au détriment d'une base plus large de donateurs moins aisés, engendrera pour les organisations une compétition croissante entre elles pour obtenir le soutien d'un nombre très réduit de donateurs.

### **Préférence grandissante pour les grandes organisations ou pour celles dirigées par des très grands donateurs**

Les dons de grande ampleur favorisent les organisations et fondations les plus grandes, qui ont la capacité de gérer de tels dons. Ce constat est déjà fait aujourd'hui : entre 2014 et 2015, tandis que les structures collectant 500k\$ ou plus ont augmenté leurs revenus de 10,7 %, celles qui collectent moins de 100k\$ ont diminué leurs revenus de 11,8% en moyenne. (Enquête *Fundraising Effectiveness Project*)

### **Autres risques :**

- Baisse des montants reversés par les fondations dans le cadre de la loi qui oblige les fondations, aux Etats-Unis, à distribuer un minimum de 5% de leurs actifs chaque année.
- Moins de soutien général, plus de soutien à des projets spécifiques : les grandes fondations donnent en général davantage pour soutenir des projets spécifiques.

## **LES RISQUES POUR LA SOCIETE CIVILE**

Parmi les risques potentiels pour la société civile, on trouve la transformation des missions des organisations et l'utilisation de la philanthropie non plus comme un vecteur d'amélioration pour la société dans son ensemble, mais comme un moyen de protéger la richesse individuelle. Cette dérive concernerait vraisemblablement une petite partie des très grands donateurs et des fondations. Cependant, utilisée à mauvais escient, la philanthropie peut devenir un outil de défense de privilèges privés, aggravant encore les inégalités au lieu de les diminuer. Ces abus ont plus de chance d'augmenter dans un environnement dominé par de très grands philanthropes.

Un petit groupe de personnes, de fondations et d'entreprises pourraient en effet détourner les organisations caritatives de leurs missions initiales, en leur faisant accepter de travailler sur certains projets/sujets plutôt que d'autres (plus en phase peut-être avec les priorités des élites plutôt que celles de la population générale), afin de sécuriser leurs apports principaux en dons.

Un autre risque est de voir de plus en plus la philanthropie utilisée comme moyen de moins payer d'impôts (par déduction fiscale) et donc comme moyen de protéger la richesse. Le risque, en ce qui concerne les dons patrimoniaux, est que la valeur déclarée soit plus importante que la valeur effective du bien.

Autre préoccupation : en donnant à des fondations privées, les donateurs bénéficient d'une déduction fiscale immédiate pour la totalité du don, mais les fondations ne sont tenues de ne reverser qu'un minimum de 5% du capital aux organisations bénéficiaires chaque année. Il en résulte un stockage potentiel de ces actifs pendant des années, voire des décennies, après la déduction fiscale.

De la même manière, il n'y a aucun délai maximum de redistribution aux organisations caritatives des dons versés aux fonds orientés par le donateur. CharityWatch estime que l'augmentation du nombre de ces fonds a retardé les dons reversés à ces organisations à hauteur de 15 milliards de dollars.

### **Enrichissement personnel au sein des fondations**

Bien que ce ne soit pas la majorité des cas, il y a des personnes qui abusent du système philanthropique. Les administrateurs de fondations privées sont légalement autorisés à utiliser le capital de la fondation pour se rémunérer, rémunérer des membres de leur famille ou des collaborateurs pour leur travail de gestion des actifs de la fondation. Ces frais généraux sont inclus dans les 5% minimum de capital à reverser chaque année.

Les fondations privées peuvent ainsi permettre aux familles riches de bénéficier à la fois des avantages fiscaux et d'une certaine forme de revenu de leur don, tout en dépensant une petite part des actifs pour des dons directs à des organisations caritatives. Cette situation est rendue possible par un manque de transparence et de contrôle du secteur philanthropique.

### **La philanthropie comme prolongement du pouvoir et de la protection de privilèges**

Cela est le cas, à titre d'exemple, pour des dons importants faits à des universités pour assurer l'admission de proches dans ces établissements, ou encore de dons faits par des parents pour soutenir l'école de quartier de leur enfant créant des inégalités avec les autres écoles, ou bien encore des dons à des think tanks qui eux-mêmes mettent en avant le sujet de la protection de la richesse sur la scène politique.

## **RECOMMANDATIONS**

Le secteur philanthropique s'est transformé au cours des 50 dernières années et les règles qui le gouvernement devraient évoluer en conséquence.

Une réforme de la gouvernance de ce secteur devrait avoir pour but de décourager le stockage de la richesse, d'augmenter la transparence et la responsabilité, et de prévoir des incitations pour les contributions qui participent directement au bien commun.

Par ailleurs, la transition vers cette philanthropie de très grands donateurs est le reflet de changements économiques globaux et en tant que tel on ne peut pas réaliser uniquement des changements impactant le secteur philanthropique lui-même et sa gouvernance. Les dons ne pourront jamais se substituer complètement à une imposition suffisante et à l'investissement public.

Pour prévenir les risques liés à cette philanthropie de très grands donateurs, les pouvoirs publics devront non seulement réformer les règles du don, mais aussi mettre en œuvre des réformes pour réduire la concentration de richesse et de pouvoir dans notre société.

### **=> Changements des pratiques internes au sein des organisations caritatives**

- Ne pas abandonner les campagnes de prospection et de fidélisation des petits donateurs, leurs dons étant importants pour assurer sur le long terme des fonds à ces structures.
- Mettre en place des systèmes (équipes spécialisées) pour gérer les dons ponctuels importants, afin de gérer au mieux cet argent pour un bénéfice sur plusieurs années.
- Former le bureau/conseil d'administration et les autres parties prenantes à la mission centrale de la structure.
- Orienter les dons des grands donateurs vers des projets qui sont en cohérence avec les missions de l'organisation.

### **=> Changements des incitations pour les dons individuels**

- Augmenter les incitations pour une part plus large des donateurs et pour ceux qui ne déduisent pas leurs dons sur leur déclaration de revenus (*non itemizers*).
- Plafonner la déduction fiscale annuelle.
- Considérer la possibilité de plafonner à 1 milliard de dollars le montant de déduction fiscale possible pour une personne au cours de sa vie.

### **=> Changements dans la gouvernance des fondations**



- Augmenter le pourcentage minimum de leurs revenus à reverser par an.
- Imposer aux fondations et aux fonds orientés par les donateurs que leurs chartes/statuts aient une durée de vie limitée.
- Lier l'impôt sur les fondations au montant redistribué : passer cet impôt à 3% pour les fondations qui redistribuent moins de 6% de leurs revenus sur un an, le laisser à 2% pour celles qui redistribuent entre 6 et 8% de leurs revenus et le baisser à 1% pour celles qui redistribuent plus de 8% de leurs revenus.
- Exclure les frais généraux du pourcentage redistribué.
- Supprimer les indemnités pour les administrateurs de la fondation.
- Exiger des conseils d'administration indépendants (des membres qui n'appartiennent pas tous à une même famille, non payés).
- Mettre en place une déduction fiscale à deux niveaux, avec des incitations encourageant les dons aux structures qui agissent sur les besoins sociétaux urgents.

### => Changements de politique nationale

- Rétablir des taux d'imposition progressifs faisant payer un pourcentage plus important aux très riches (en 1954 le taux d'imposition le plus important était de 91% pour les foyers les plus riches, en 2013 il n'était plus que de 39,6% (23% si on se réfère à ce qui a été effectivement payé.)).
- Taxer les salaires et les revenus du capital à des taux similaires (sur les deux dernières décennies les taxes sur la richesse ont diminué, alors que celles sur les salaires sont restées au même niveau).
- Restaurer une imposition importante sur les biens immobiliers et les successions.
- Mettre en place une taxe sur la valeur nette des fortunes (*net worth tax on fortunes*).

## CONCLUSION

Si les tendances actuelles se confirment, les inégalités de richesse vont continuer de croître dans les décennies à venir. Le nombre et la taille des fondations privées et les « mégadons » provenant de très riches foyers vont aussi augmenter, alors que les dons des ménages aux revenus faibles à moyens vont continuer de baisser. La philanthropie sera de plus en plus l'affaire de quelques-uns, avec une proportion croissante des dons provenant d'un nombre réduit de riches donateurs.

Les organisations caritatives ont certes un besoin croissant d'argent pour mener à bien leurs missions, qui sont d'autant plus importantes que l'Etat se désengage en matière de pauvreté, d'inégalité, d'injustice et d'environnement. Mais si nous ne demandons pas plus de transparence et de contrôle, le secteur philanthropique risque de renforcer encore l'influence, le pouvoir et les privilèges des plus riches.

Ces tendances sont inquiétantes pour la santé de nos démocraties qui aspirent à un partage de la prospérité et des richesses. Sur le long terme, le risque est que les coupes budgétaires et l'austérité publiques s'accroissent en même temps que les fondations multimilliardaires. Un tel stockage des fortunes privées menacerait des valeurs fondamentales en matière d'égalité, d'opportunité, de protection de l'environnement, de dignité humaine et de droits de l'Homme.

Sans intervention, nous continuerons à dériver vers une oligarchie de la richesse et du pouvoir, avec quelques organisations caritatives devenant un prolongement de ce pouvoir. Nous avons une chance maintenant de réduire les aspects négatifs de cette philanthropie des très riches tout en encourageant l'élan naturel de la population générale à partager la richesse.

### Source :

Collins C., Flannery H., Hoxie J., (2016). *Gilded Giving, top-heavy philanthropy in an age of extreme inequality*. Institute for Policy Studies.